












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan

GHT Saône-et-Loire - Bresse - Morvan
4, Rue Capitaine Drillien
71100 CHALON-SUR-SAONE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	5
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	5
I.1 - Objet du contrat.....	5
I.2 - Décomposition du contrat.....	5
I.3 - Type d'accord-cadre.....	5
I.4 - Décomposition en phases	5
I.5 - Décomposition en tranches	5
I.6 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
I.7 - Réalisation de prestations similaires	6
I.8 - Modification de l'accord-cadre.....	6
I.9 - Sous-traitance	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre.....	7
3.2 - Contrôle technique	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Protection des données à caractère personnel	8
6 - Durée et délais d'exécution	8
6.1 - Durée de l'accord-cadre	8
6.2 - Délai global d'exécution des prestations	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de variation des prix	10
7.3 - Répartition des dépenses communes.....	10
8 - Garanties Financières	10
9 - Avance	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
10 - Modalités de règlement des comptes	11
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement	12
10.4 - Paiement des cotraitants	13
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
11 - Conditions d'exécution des prestations	13
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	13
11.2 - Implantation des ouvrages.....	13
11.3 - Préparation et coordination des travaux	14
11.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
11.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
11.3.3 - Registre de chantier.....	15
11.4 - Etudes d'exécution	15
11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	15
11.5.1 - Gestion des déchets de chantier	15
11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	16
11.5.3 - Documents à fournir après exécution	16
11.6 - Réception des travaux.....	16
12 - Développement durable.....	16

13 - Garantie des prestations	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
15 - Pénalités.....	17
15.1 - Pénalités de retard.....	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	17
15.3 - Autres pénalités spécifiques	18
16 - Assurances.....	19
17 - Résiliation du contrat	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
18 - Règlement des litiges et langues.....	20
19 - Dérogations.....	20

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan.

La description des travaux à réaliser figure au CCTP.

Lieux d'exécution :

Les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan.

Répartition géographique des secteurs Est et Ouest en annexe I du CCTP.

I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lots :

Lots	Désignation
01	Revêtement de sols souples - Revêtement mural – SECTEUR OUEST
02	Plomberie sanitaire - Chauffage - Ventilation - Climatisation – SECTEUR MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE, TOULON-SUR-ARROUX
03	Plomberie sanitaire - Chauffage - Ventilation - Climatisation – SECTEUR AUTUN
04	Menuiseries extérieures – SECTEUR EST
05	Menuiseries extérieures – SECTEUR OUEST

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'adhérent du groupement de commandes.

I.4 - Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

I.5 - Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

I.6 - Conditions d'attribution des bons de commande

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont établis par l'adhérent du groupement de commandes au fur et à mesure de ses besoins. Il transmet les bons de commande au titulaire par courrier, par fax, ou par courriel.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, lorsque que le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'adhérent du groupement de commandes, dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

I.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

I.8 - Modification de l'accord-cadre

Après sa conclusion, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

I.9 - Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut présenter à l'adhérent du groupement de commandes un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, le titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception à l'adhérent du groupement de commandes les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00€ TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et l'adhérent du groupement de commandes.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'adhérent du groupement de commandes notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître à l'adhérent du groupement de commandes le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties de l'accord-cadre qui sont sous-traitées.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
 - Annexe 1 : Liste des bâtiments du GHT
 - Annexe 2 : Plans masse des différents sites du GHT
 - Annexe 3 : Plan de prévention - Modèle type
- Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat remis dans le cadre de l'offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, datés et signés, dont les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi
- Les bons de commande
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent accord-cadre, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat de l'adhérent du groupement de commandes priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

NORMES ET REGLEMENTS

Les ouvrages seront exécutés en application des normes, règlements, spécifications, textes fixés dans le CCTP.

En cas d'évolution réglementaire ou normative postérieure à la notification du contrat, dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire devra en informer l'adhérent du groupement de commandes.

Le présent contrat détient force obligatoire. Il constitue la loi des parties. Le titulaire renonce à l'application de ses conditions générales de vente.

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre sera désigné ultérieurement.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le coordinateur sécurité et protection de la santé sera désigné ultérieurement. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Les éléments relatifs à la protection des données à caractère personnel sont indiqués à l'annexe I du présent CCAP.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée de l'accord-cadre

Pour les lots 1 - 2 - 3 - 5 :

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1^{er} mai 2025, ou à sa date de notification si ultérieure, au 31 mars 2026.

Au-delà de la période ferme, l'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2, d'une durée de 12 mois chacune. La date maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra dépasser le 31 mars 2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre pourra être reconduit de façon anticipée si le montant contractuel maximum de commandes est atteint avant l'échéance contractuelle. Dans ce cas, la reconduction sera faite de manière expresse.

Pour le lot 4 - Hors EPSM 71 :

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1^{er} mai 2025, ou à sa date de notification si ultérieure, au 31 mars 2026.

Au-delà de la période ferme, l'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2, d'une durée de 12 mois chacune. La date maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra dépasser le 31 mars 2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre pourra être reconduit de façon anticipée si le montant contractuel maximum de commandes est atteint avant l'échéance contractuelle. Dans ce cas, la reconduction sera faite de manière expresse.

Pour le lot 4 - EPSM 71 :

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 22 septembre 2025, ou à sa date de notification si ultérieure, au 31 mars 2026.

Au-delà de la période ferme, l'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2, d'une durée de 12 mois chacune. La date maximale du contrat, toutes périodes confondues, ne pourra dépasser le 31 mars 2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre pourra être reconduit de façon anticipée si le montant contractuel maximum de commandes est atteint avant l'échéance contractuelle. Dans ce cas, la reconduction sera faite de manière expresse.

6.2 - Délai global d'exécution des prestations

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'adhérent du groupement de commandes dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale de l'accord-cadre, est fixé à 11 jours.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement qui indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants éventuels.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, y compris ce qui a trait à la préservation des droits des titulaires de brevet(s) et de licence(s) d'exploitation.

Les prix du marché sont réputés établis en tenant compte des contraintes environnementales de l'opération, notamment pour ce qui concerne le tri et la gestion sur chantier.

Les prix sont censés être établis en tenant compte de la quantité des déchets produits et leur mise en dépôt dans les bennes à disposition en respectant les consignes d'utilisation conformément à la Charte Chantier Propre et aux autres documents.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "mois zéro" défini à l'Acte d'Engagement.

La révision des prix est annuelle et s'effectuera le 31 mars de chaque année. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande de révision des prix, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année. Toute demande de révision des prix reçue après cette date est forclosée.

Les prix sont révisés par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante pour tous les lots :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{index lot concerné (n-0)} / \text{index lot concerné (o)})$$

Dans laquelle :

- Cn : coefficient de révision
- Index (n) : valeur connue de l'index de référence au mois n
- Index (o) : valeur réelle de l'index de référence au mois zéro

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
01	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
02	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
03	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
04	BT43	Index du bâtiment - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010
05	BT43	Index du bâtiment - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010

7.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée pour chaque bon de commande supérieur à 50 000,00€ HT. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du même Code. Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L. 2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, l'adhérent du groupement de commandes notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse de l'adhérent du groupement de commande (débiteur)
- Le numéro de l'accord-cadre et de chaque avenant
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)
- Le nombre d'heure d'intervention et le tarif horaire de la main d'œuvre (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

Il est établi une demande de paiement partiel définitif par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à l'exécution de plusieurs interventions, auxquels cas il est établi une demande de paiement partiel définitif par intervention. En cas de non-respect de ces stipulations, l'adhérent du groupement de commandes retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement de commandes.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les renseignements relatifs à la facturation électronique (SIRET et code service) seront communiqués directement par les adhérents du groupement de commande après la notification de l'accord-cadre.

NOTA : Les références bancaires ou postales répertoriées sur l'Acte d'Engagement doivent être exactes, cela afin de ne pas occasionner de retard de paiement.

Le titulaire s'engage à indiquer les mêmes références et intitulés sur les bordereaux de prix et sa facture pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, le délai réglementaire de paiement ne commençant à courir qu'à compter de la réception par l'adhérent du groupement de commandes d'une facture conforme.

I 0.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 50 jours pour les Centres Hospitaliers et de 30 jours pour les EHPAD à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai global de paiement peut être suspendu par l'adhérent du groupement de commandes ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, l'adhérent du groupement de commandes règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

I 0.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou au nom du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

I 0.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'adhérent du groupement de commandes, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

I I - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution

Les adresses des différents établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan sont à retrouver en annexe I du CCTP.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux (dérogation au délai).

L'acheteur est informé dans un délai de 5 jours de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans les plus brefs délais à compter de la date d'envoi de cette information.

I I.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

La description des travaux à réaliser figure au CCTP.

I I.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

I 1.3 - Préparation et coordination des travaux

I 1.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Cette période débute à compter de la date fixée dans le bon de commande.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

- L'adhérent du groupement de commandes a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune préalable à laquelle participent les titulaires, des lieux de travail, des installations et des matériaux ;
- Les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- Les titulaires élaborent, conjointement avec l'adhérent du groupement de commandes, le plan de prévention des risques au sens des articles R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Figureront également sur ce plan d'installation de chantier, tous les renseignements jugés utiles ou nécessaires par les entreprises ou par le maître d'œuvre :

- 1) L'établissement des plans d'exécution des ouvrages, des spécifications techniques détaillées, notes de calculs, et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.2 du C.C.A.G. et conformément aux prescriptions du présent CCAP ;
- 2) La mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

Les documents établis par l'entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux sont soumis au visa du maître d'œuvre 10 (DIX) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination ou le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, en fonction du bon de commande.

La durée de la période de préparation est fixée à un maximum de 30 jours calendaire par bon de commande. Celle-ci débute le jour de l'émission du bon de commande par l'adhérent du groupement de commandes.

I 1.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

En cas de bon de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute

violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité simplifié ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire doit respecter les dispositions des articles L. 5212-1 et suivants du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

I 1.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

I 1.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et remis gratuitement au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

I 1.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

I 1.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

I 1.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

I 1.5.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 150,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

I 1.6 - Réception des travaux

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les travaux sont réceptionnés pour chaque bon de commande. La réception marque le point de départ des garanties. Un PV de réception sera dressé entre le titulaire et le maître d'ouvrage après chaque prestation.

12 - Développement durable

Il sera fait application de l'article 20.2 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra privilégier l'utilisation d'équipements et de matériaux à faible consommation en énergie.

Le mémoire technique produit par le candidat à l'appui de son offre a valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures environnementales y figurant. Le respect des engagements pris par lui dans ce cadre fera l'objet de contrôles au cours du suivi de chantier. A ce titre, il produit sur simple demande du maître d'ouvrage l'ensemble des justificatifs permettant d'attester du respect de ses engagements.

En cas de non-respect de ses obligations, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité mentionnée au présent CCAP.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pendant cette période de garantie, le titulaire est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux, et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

Cette garantie, toutefois, ne l'oblige pas aux travaux d'entretiens normaux, ni à la réparation des conséquences d'un abus d'usage ou des dommages causés par des tiers.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 20 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

Garantie décennale

Le point de départ de la garantie est constitué par la date de réception.

Elle court depuis cette date, pendant dix ans : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- Qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage ;
- Qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination ;
- Qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

I4 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

I5 - Pénalités

I5.1 - Pénalités de retard

Les pénalités seront précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'accord-cadre lors de l'établissement des états d'acompte, et sont sans préjudice à l'exercice par l'adhérent du groupement de commandes de tout autre droit, y compris son droit à résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Le paiement des factures ne vaut cependant pas acceptation du décompte des pénalités établies par le titulaire : l'adhérent du groupement de commandes conserve la possibilité de procéder à leur recouvrement à tout moment, par l'émission d'un titre de recette.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fait son affaire avec ses cotraitants de toute question relative à la répartition éventuelle des pénalités entre eux. Le titulaire du marché en fait de même avec ses sous-traitants.

Aussi, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

I5.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'adhérent du groupement de commandes applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

I.5.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans les délais de remise des documents et plans, dont ceux à fournir après exécution	Journalière	150,00 €	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir et demandés par le maître d'ouvrage / maître d'œuvre dans son compte-rendu de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une retenue d'un montant de 150,00 € par document manquant et par jour de retard.
Retard dans la remise d'un devis	Journalière	200,00 €	En cas de retard dans la remise de devis demandés par le maître d'ouvrage / maître d'œuvre par courriel ou par tout autre moyen, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une retenue d'un montant de 200,00 € par jour de retard.
Retard dans le délai contractuel d'exécution, y compris pendant la phase de Garantie de Parfait Achèvement	Journalière	300,00 €	Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 300,00 €.
Absence aux réunions de chantier (exemples : réunions de contrôles réglementaires, etc.)	Forfaitaire	300,00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € par absence constatée.
Non production du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Journalière	75,00 €	En cas de retard dans la remise du DOE qui doit être remis dans un délai de 8 jours calendaires suivants la réception des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 75,00 € par jour de retard.
Non-respect des recommandations émises par le SHH (Service d'Hygiène Hospitalière)	Forfaitaire	250,00 €	En cas de non-respect des recommandations émises par le service d'hygiène du GHT, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 250,00€ pour chaque manquement constaté.
Non-respect des engagements en matière de développement durable	Forfaitaire	100,00 €	En cas de non-respect des engagement en matière de développement durable, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100,00€ pour chaque manquement constaté.
Défaut de sous-traitance	Journalière	150,00 €	En cas de sous-traitance irrégulière, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour jusqu'à complète régularisation. À défaut de pénalité financière, le titulaire encourt la résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur.
Retard dans la remise en état de propreté du chantier	Journalière	300,00 €	En cas de retard dans la remise en état de propreté du chantier à l'issue des travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 300,00 € par jour de retard.

Absence de réponse	Journalière	150,00 €	En cas d'absence de réponse à toutes demandes du maître d'ouvrage / maître d'œuvre dans un délai maximum de 15 jours calendaires qui suit la demande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard.
--------------------	-------------	----------	---

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux et aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de sous-traitance irrégulière, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur en application des articles L. 2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à remédier aux désordres constatés dans un délai de 30 jours calendaires à dater de la mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec AR du maître d'ouvrage. Passé ce délai, les travaux seront exécutés aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L. 2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

Les dérogations au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après au CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.6 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG - Travaux
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 19.3 du CCAG - Travaux